

**Appel. Une trentaine de personnalités du monde entier défendent la création d'un Collège international éthique, politique et scientifique.**

# Veillons à l'avenir de l'humanité

**A**u-delà de l'émotion légitime, de la solidarité avec le peuple américain et de la condamnation que suscitent les attentats de New York et Washington, il est essentiel de considérer le terreau sur lequel a pu se développer un terrorisme à la fois meurtrier et suicidaire. Car celui-ci s'est en partie nourri des formes les plus contestables d'interdépendance que l'Occident a lui-même mises en œuvre ou autorisées:

– La remise en cause de toutes les formes de régulation et de contrôle dans le cadre de la mondialisation des échanges économiques.

– Une conception profondément inégalitaire du développement mondial, génératrice de misère et d'humiliation.

– La priorité donnée en permanence aux logiques économiques et financières sur les impératifs écologiques, sociaux et humains.

Le caractère mondial de ces problèmes exige la mise en place d'une responsabilité elle-même mondialisée. Il nous faut à la fois préserver les aspects positifs d'une interdépendance accrue entre les sociétés et chercher à en limiter les aspects les plus négatifs, à commencer par les menaces qui peuvent conduire l'humanité à créer les conditions de sa propre autodestruction, physique et morale. Trois grands défis – écologique, économique

et éthique – apparaissent ainsi liés aux dérèglements que connaît actuellement notre humanité.

## 1. Les menaces écologiques.

Nous commençons à comprendre que notre biosphère est fragile, que la planète Terre peut devenir inhabitable à nous-mêmes, à nos enfants et aux générations à venir, si nous n'en prenons pas soin. Nous ne pouvons pas nous désintéresser du réchauffement du climat, du manque d'eau potable dont souffrent deux milliards d'êtres humains (et des menaces de pénurie qui pèsent sur cette ressource), de l'empoisonnement de nos sols, du pillage de la nature et du gaspillage des sources d'énergie...

Nous ne pouvons ignorer les effets désastreux des catastrophes technologiques sur notre environnement. L'expansion de pandémies mortelles comme le sida doit aussi être prise en compte de toute urgence. Tous ces défis écologiques appellent des régulations et la construction d'un pacte mondial pour la préservation de notre environnement.

## 2. Les dérèglements économiques et financiers.

Régulée par des lois démocratiques et des institutions civiques, la liberté économique peut contribuer à la prospérité et à la sécurité des peuples. Mais la sécurité ne peut exister durablement dans un monde dérégulé où, selon les chiffres officiels des Nations unies, la fortune cumulée de moins de 300 personnes physiques

est égale au revenu de deux milliards et demi d'humains.

Un monde qui tolère les paradis fiscaux, l'anonymat des sociétés offshore et le blanchiment de l'argent «hors les lois» dont se nourrissent le terrorisme ou d'autres formes de criminalité, n'est pas un monde sûr. Un monde où les impératifs de la valorisation financière guident l'avancée de la recherche, notamment dans les biotechnologies, n'est pas un monde sûr. La mondialisation sauvage que nous connaissons doit être remplacée par une mondialisation «à visage humain» et un projet de civilisation à l'échelle planétaire.

## 3. La crise du sens et de la pensée.

L'humanité a rendez-vous avec elle-même parce qu'elle a acquis la capacité de s'autodétruire et qu'elle sait que sa biosphère est fragile. Les formidables avancées techniques et scientifiques que nous devons à son intelligence doivent être mises au service d'une qualité d'humanité renouvelée. Il s'agit d'opposer à la fascination de la violence et de l'intolérance ou à l'obsession matérialiste et à sa propre violence, une démocratie

mondiale vivante, porteuse de justice, de sens et de responsabilité, et ouverte aux grandes traditions éthiques et spirituelles.

Le terrorisme qu'il faut combattre est un condensé de haine et de sens fermé. Seules des valeurs à l'intersection du sens ouvert, de la justice et de la démocratie sont de taille à affronter cette formidable énergie noire. Ce combat peut s'appuyer sur les acquis les plus positifs des interdépendances mondiales – telle l'émergence d'un droit international – mais aussi sur les apports des différentes approches spirituelles: leur point commun, dès lors qu'elles ne sont pas défigurées par la haine, l'intégrisme ou le matérialisme, a toujours été de considérer que la barbarie qui menace l'humanité n'est pas extérieure mais intérieure. Une transformation personnelle de nos comportements, éduqués à l'autonomie et à la complexité, doit donc accompagner la transformation sociale.

**Une réponse civique et éthique.** Pour apporter une réponse civique et éthique à ces défis, il nous semble nécessaire d'œuvrer aujourd'hui dans deux directions.

– La première est celle de l'émergence d'une citoyenneté et, à terme, d'une démocratie mondiale, seules à même de donner aux régulations écologiques, sanitaires, sociales et économiques devenues indispensables, un socle de légitimité démocratique.

– La seconde est de fournir une qualité éthique dont ce projet démocratique manque aujourd'hui cruellement. La démocratie ne se réduit ni au principe électif ni même au pouvoir des peuples de s'autogouverner:

les élections peuvent être utilisées par des dictateurs; les peuples, livrés à leurs peurs ou leurs passions identitaires, peuvent basculer dans la guerre ou l'oppression contre d'autres êtres humains.

La démocratie mondiale doit donc être construite sur un *ethos* mondial reposant sur des valeurs partagées, parmi lesquelles: l'inviolabilité de la vie humaine; le respect de la dignité humaine; la règle d'or de la réciprocité envers nos contemporains («Ne fais pas aux autres ce que tu ne voudrais pas qu'ils te fassent») et de la responsabilité envers les générations futures.

La construction d'une civilité mondiale a besoin, pour replacer la

science, l'économie, la technologie au rang de moyens et non de fins, d'une exigence non soumise aux contraintes des intérêts, à l'obsession médiatique, à la pression du court terme. C'est pourquoi il paraît nécessaire aux signataires de ce texte, qui ont bénéficié pour leurs premiers travaux de l'accueil exceptionnel de la Slovénie et de la participation effective de son président de la République, de proposer la constitution d'un Collège éthique international en charge d'une triple fonction:

- de veille et d'alerte sur les principaux risques que court l'humanité;
- de discernement, en particulier éthique, quant à la nature de ces risques et à la qualité des moyens nécessaires pour y faire face sans que ceux-ci deviennent eux-mêmes contre-productifs;
- de conseil auprès des gouvernements et des institutions internationales (en tout premier lieu des Nations unies) afin d'éclairer leur processus de décision. Un tel Collège réunira dans une commune recherche en humanité des acteurs publics, des chercheurs et des créateurs, à l'écoute de la société civile (en particulier des ONG et des associations de citoyens actifs) et acceptant la rencontre difficile de la quête de vérité, de beauté ou de justice avec les exigences de toute responsabilité incarnée ●

#### Premiers signataires:

Milan Kucan, président de la Slovénie. Michel Rocard, ancien Premier ministre de la France, président de la Commission des affaires culturelles du Parlement européen. Edgar Morin, écrivain et philosophe, France. Fernando Enrique Cardoso, président du Brésil. Jacques Robin, philosophe, fondateur de *Transversales*. Antonio Guterres, ancien Premier ministre du Portugal. Jürgen Habermas, philosophe, Allemagne. Mary Robinson, ancienne présidente d'Irlande et Haut-Commissaire des droits de l'homme des Nations unies. Amartya Sen, prix Nobel, économiste, Inde. Ahmedou Ould Abdallah, président de la Coalition mondiale pour l'Afrique, ancien ministre des Affaires étrangères de Mauritanie. Benjamin Barber, politologue, Etats-Unis. Mireille Delmas-Marty, juriste, France. Vaclav Havel, président de la République tchèque. Fidel Ramos, ancien président des Philippines. Alpha Omar Konare, président du Mali. Sadako Ogata, ancienne Haut-Commissaire du HCR, Japon. Stéphane Hessel, ambassadeur de France. Oscar Arias Sanchez, prix Nobel de la paix, ancien président du Costa Rica. Henri Atlan, biophysicien et philosophe, France. Stjepan Mesic, président de la Croatie. Wolfgang Sachs, économiste, président de Greenpeace, Allemagne. Bronislaw Geremek, ancien ministre des Affaires étrangères de Pologne. Morton Halperin, Council on Foreign Relations, directeur du Centre pour la démocratie, Etats-Unis. Anna Eleanor Roosevelt, coprésidente de l'Institut Eleanor et Franklin-Roosevelt, Etats-Unis. William vanden Heuvel, ambassadeur, coprésident de l'Institut Eleanor et Franklin-Roosevelt, Etats-Unis. Paul Virilio, philosophe, France. Sacha Goldman, secrétaire général du Collège international éthique. Patrick Viveret, économiste et philosophe. Lennart Meri, ancien président de l'Estonie.